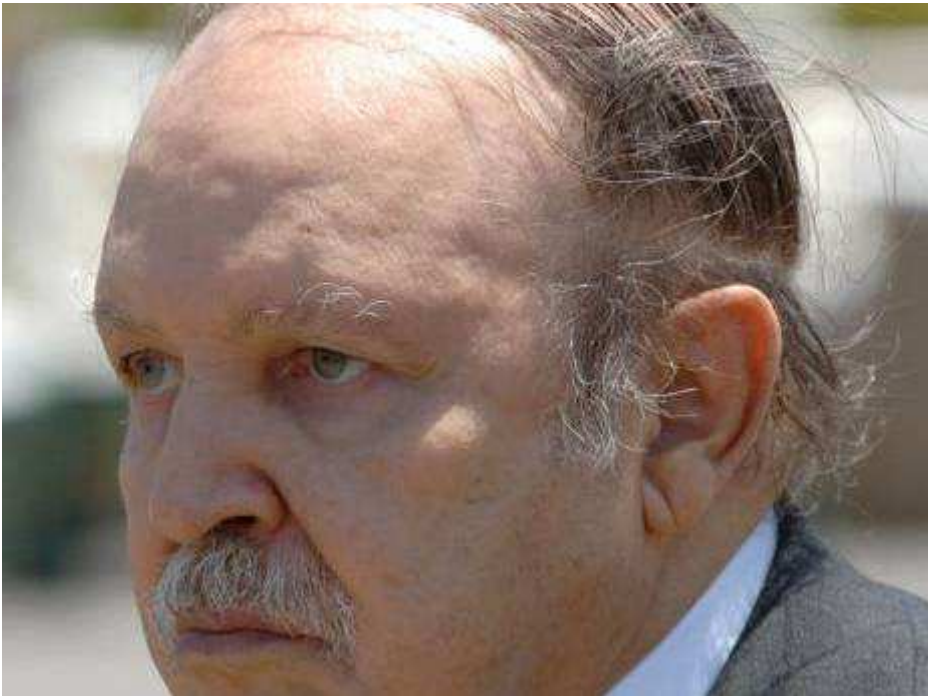


## L'Algérie mise au défi de réussir le virage démocratique



*Le consensus national à construire*  
*La leçon In Amenas*

El Watan  
le 21 janvier 2013

[http://www.elwatan.com//actualite/la-lecon-in-amenas-21-01-2013-200357\\_109.php](http://www.elwatan.com//actualite/la-lecon-in-amenas-21-01-2013-200357_109.php)

**Dans une telle situation, le consensus ne se crée pas autour d'une action militaire, mais autour d'un dialogue national.**

L'Algérie a vécu quatre longs jours de suspense, de frayeur et de questionnements. Si le suspense a pris fin avec l'issue que l'on connaît de l'affaire In Amenas, la frayeur et les questionnements demeurent. Y a-t-il une menace extérieure sur le pays ? Qui est réellement derrière l'attaque d'In Amenas et dans quel objectif ? Faillite sécuritaire ou réussite spectaculaire des éléments des forces spéciales ? Que risque l'Algérie après une telle attaque ? Autant de questions mêlées à beaucoup d'inquiétude qu'expriment au quotidien les Algériens, attendant des réponses qui ne viennent pas. Le régime, caché dans sa tour d'ivoire, ne dit rien. Le mutisme légendaire de l'armée a touché même les dirigeants civils. Ils n'ont pas dérogé à leur règle du culte du secret, à la gestion opaque de la crise.

L'opinion nationale a été l'otage des médias étrangers distillant des bribes d'informations glanées de telle ou telle agence ou de telle ou telle source souvent douteuse. La faute incombe sans conteste aux autorités algériennes, qui ont interdit tout accès à l'information, se contentant de quelques communiqués tantôt contradictoires, tantôt incomplets. Et le comble du mépris reste le silence du président de la République. L'Algérie entière retenait son souffle, craignant le pire, pendant que le Président s'abstenait de dire quoi que ce soit, alors que les chefs d'Etat des pays dont sont originaires les otages multipliaient les sorties médiatiques. A croire qu'en Algérie, il n'y a pas de Président. A croire aussi que les familles des 600 travailleurs algériens détenus par des ravisseurs de différentes nationalités ne méritaient pas que le chef de l'Etat les rassure.

Le pire a été atteint, hier, avec la diffusion d'un message d'encouragement de Abdelaziz Bouteflika adressé à l'équipe nationale de football en compétition à la Coupe d'Afrique des nations. Après l'envoi de dizaines d'avions à Omdurman pour un match de football, Bouteflika semble croire que seule cette discipline compte pour hisser les couleurs nationales ! Face à l'attaque d'In Amenas, face au flux médiatique étranger donnant des orientations à sa guise à cette affaire, les Algériens ont pris conscience de la gravité de la situation. La menace sur la souveraineté nationale est aujourd'hui plus qu'une supposition, mais bel et bien un fait avéré. Dans pareille situation, le consensus ne se crée pas autour d'une action militaire, mais autour d'un dialogue national qui s'impose plus que jamais à l'heure actuelle.

L'affaire In Amenas n'est pas celle d'un match de football contre une équipe étrangère qu'on glorifiera à coup de publicité, en se disant «on est les plus forts» et on passe à autre chose. L'affaire In Amenas donne l'alerte que le régime algérien se doit d'opter pour le changement et de poser les bases d'un dialogue autour de la sauvegarde de la souveraineté nationale. Un tel dialogue, pour qu'il aboutisse à une réelle fortification des moyens de résistance aux attaques en tout genre, passe impérativement par l'ouverture démocratique.

Une des leçons du Printemps arabe est essentiellement le fait que ce sont les dictatures qui créent les conditions pour l'ingérence étrangère. Les dictatures ne résistent pas aux desseins venus d'ailleurs, contrairement à une démocratie dont le fondement même est de fédérer tous les citoyens autour d'un seul projet, celui du bien-être de tous, loin des calculs bassement électoralistes pour la pérennisation d'un système. Les Algériens ont pris conscience que l'Algérie n'est pas à l'abri d'une menace, elle dont les frontières longent une zone livrée à tous les vents. Le changement est à construire en Algérie, par des Algériens, avant qu'il ne soit imposé par l'extérieur et à des fins qu'on ignore. En ce cinquantième anniversaire de son indépendance, l'Algérie est mise au défi de réussir à prendre le virage démocratique, au risque de voir son intégrité territoriale entamée.

*Nadjia Bouaricha*